

Jean Déan, Section de Montpellier du PCF  
11/11/2008

## **Réalités... et audace.**

Regardons la réalité.

Certains camarades sont tentés de considérer comme essentiel le pourcentage des exprimés (60,91%) obtenus par le projet de base commune (adopté par le Conseil National), à l'occasion du vote des communistes ces 29 et 30 octobre... et de déclarer « une majorité de communistes en faisant un choix clair témoignent de leur envie d'être partie prenante des enjeux de notre époque ».

Faut-il rappeler :

que seuls 27,86% des inscrits (à jour de leur cotisation) ont voté pour ce projet de base commune ;

que seuls 16,38% des communistes adhérents ont voté pour cette base commune (21 946 sur 134000).

Ce qu'il faut considérer « (les terrifiants pépins de la réalité » aurait dit Prévert) : c'est que 83,62% des adhérents et 72,14% des inscrits ont voté contre ou nul, se sont abstenus, ou n'ont pas cru bon de venir voter.

« La base commune existe, le choix majoritaire des communistes existe », est-il claironné. « L'heure est à l'engagement de tous et de toutes pour l'enrichissement de la base commune » indique la commission de transparence préparatoire au Congrès. Encore faudrait-il qu'une base commune existe. Ce n'est pas le cas.

Ce qui est problématique : c'est la distance prise par la majorité de nos adhérents avec la vie du parti... comme si elle leur était indifférente... comme si c'était déjà un ailleurs qui les concerne peu.

Le parti est en crise profonde.

Ayons la lucidité de constater que deux des forces qui caractérisaient le PCF sont en berne, voire en voie de disparition. C'en est fini de notre pouvoir d'attraction. Où sont les 700 000 adhérents des années 70/80 ?

C'en est également fini, ou presque, de notre pouvoir de propositions. Où sont les lieux d'élaboration, de création, de travail théorique et pratique que nous avons connus?

L'espérance demeure.

La crise est là – globale, systémique, ravageuse. Les urgences, économique, sociale, écologique, démocratique, européenne, de paix, réclament un autre monde, une autre politique. Il faut recommencer à penser, à engager un travail alternatif.

« Où est passé l'avenir ? » demande l'anthropologue Marc Augé.

Il a pratiquement disparu, constate-t-il. Alors, reconstruisons-le. C'est possible parce que l'espoir de changement lui n'a pas disparu. C'est vrai pour les Américains qui ont su mettre à bas huit années de néo-conservatisme bushiste. C'est vrai aussi, ici en Europe. Rappelons-nous 2005 en France : le peuple français a su dire non au projet constitutionnel néo-libéral qui voulait définitivement le déposséder de ses droits. Rappelons-nous 2007 en Irlande. Le peuple irlandais a lui aussi refusé les nasses du traité de Lisbonne. C'est vrai partout dans le monde.

Tout peut se lever et la régression de civilisation qui se profile à l'horizon (les pays développés vont subir leur pire récession depuis 1945, annonce aujourd'hui le FMI) n'est pas fatale à condition que partout de par le monde, mais ici aussi, en France, les forces alternatives de progrès réfléchissent et agissent de concert.

Que faire ?

Quelle est aujourd'hui pour les communistes, la voie réaliste, parce qu'audacieuse?

Ne pas s'attacher au passé (sans le nier). Un cycle se termine pour le système capitaliste. Déjà il cherche « les ajustements ». Les luttes sociales et politiques qui s'inscrivent dans ce cadre doivent aussi se modifier, se « révolutionner ».

Refuser de devenir une force marginale qui n'en finit pas de s'étioler et qui place le communisme politique en situation vassale d'une social-démocratie, elle-même en crise. Engager un processus de dépassement du PCF pour construire une nouvelle force

politique qui réinvente la Gauche. Cette force, où se retrouveraient les contestataires et les utopistes d'aujourd'hui, qui inclurait une composante communiste, ferait aussi toute sa place aux différents courants de la gauche française qui rejettent le libéralisme et ne se reconnaissent pas dans la version affadie du socialisme.

Cette force, c'est celle dont nous avons vu la préfiguration en 2005.

Aujourd'hui, seule une nouvelle force politique, qu'il faut organiser à gauche, est en mesure de redonner au pôle rupture/dépassement le pouvoir d'attraction que le PCF représentait en 1945 et que la social-démocratie lui a ravi il y a 30 ans, pour le remplacer par un pôle adaptation au social-libéralisme.

C'est à l'engagement dans ce processus de dépassement que devrait se consacrer utilement notre prochain congrès et non à l'amélioration d'une base commune insuffisante, que la crise actuelle a rendue obsolète.